



Déclaration préalable d'une vente au déballage

Adressez à Monsieur le Maire – Service Gestion Domaine Public
BP 3249 - 03016 MONTLUÇON CEDEX - Tél. 04.70.02.55.00 – Télécopie 04.70.02.55.19

1 - Déclarant :

(Merci de joindre à cette déclaration une **copie de votre pièce d'identité**)

Nom :

Prénom :

(Si la déclaration est demandée pour une association ou une société (etc.) :

Dénomination sociale :

Nom du représentant légal :

N° SIRET :

Adresse :

Téléphone :

2 - Caractéristiques de la vente au déballage :

Adresse détaillée du lieu de vente :

.....

Marchandises vendues : neuves occasion

Nature des marchandises vendues : (ex : textile, livres, alimentaires, etc.)

.....

Date de la décision ministérielle : (en cas d'application des dispositions du II de l'art. R 310-8 du Code de commerce).....

Date du début de la vente :

Date de fin de la vente :

Durée de la vente en jours :

3 - Engagement du déclarant

Je soussigné, auteur de la présente déclaration (nom, prénom), certifie exacts les renseignements qui y sont contenus et m'engage à respecter les dispositions prévues aux articles L 310-2, R 310-8 et R 310-9 du code de commerce.

Date et signature

⇒ Toute fausse déclaration préalable de vente au déballage constitue un faux et usage de faux passible des peines d'amende et d'emprisonnement prévues à l'article 441-1 du code pénal. Par ailleurs, le fait de procéder à une vente au déballage sans la déclaration préalable ou en méconnaissance de cette déclaration, est puni d'une amende de 15 000€ (art. L 310-5 du code de commerce).

Cadre réservé à l'administration :

Date d'arrivée :

N° d'enregistrement :

.....

Recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé

Observations :

NOTICE D'INFORMATION VENTE AU DEBALLAGE

REGIME DE DECLARATION PREALABLE
(Articles L.310-2, L.310-5, R. 310-8, R. 310-9 et R. 310-19 du Code de commerce
et articles R. 321-1 et R. 321-9 du Code pénal)

Article L310-2

I.- Sont considérées comme ventes au déballage les ventes de marchandises effectuées dans des locaux ou sur des emplacements non destinés à la vente au public de ces marchandises, ainsi qu'à partir de véhicules spécialement aménagés à cet effet.

Les ventes au déballage ne peuvent excéder deux mois par année civile dans un même local ou sur un même emplacement. Elles font l'objet d'une déclaration préalable auprès du maire de la commune dont dépend le lieu de la vente.

Les particuliers non inscrits au registre du commerce et des sociétés sont autorisés à participer aux ventes au déballage en vue de vendre exclusivement des objets personnels et usagés deux fois par an au plus.

II.- Les dispositions du I ne sont pas applicables aux professionnels :

1° Effectuant, dans une ou plusieurs communes, des tournées de ventes définies par le 1° de l'article [L. 121-22](#) du code de la consommation ;

2° Réalisant des ventes définies par l'article [L. 320-2](#) ;

3° Qui justifient d'une permission de voirie ou d'un permis de stationnement pour les ventes réalisées sur la voie publique.

III.- Les dispositions du I ne sont pas applicables aux organisateurs de :

1° Manifestations commerciales comportant des ventes de marchandises au public dans un parc d'exposition ;

2° Manifestations commerciales qualifiées de salon professionnel ne se tenant pas dans un parc d'exposition ;

3° Fêtes foraines et de manifestations agricoles lorsque seuls des producteurs ou des éleveurs y sont exposants.

Article R310-8

I.- Une déclaration préalable de vente au déballage est adressée par l'organisateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé au maire de la commune dans laquelle l'opération de vente est prévue, dans les délais suivants :

1° Dans les mêmes délais que la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et concomitamment à celle-ci lorsque la vente est prévue sur le domaine public et que le maire est l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation ;

2° Dans les autres cas, **dans les quinze jours au moins avant la date prévue pour le début de cette vente.**

Dans les huit jours au moins avant le début de la vente, le maire informe le déclarant que, du fait du dépassement de la durée de la vente autorisée par le deuxième alinéa du I de [l'article L. 310-2](#), il s'expose à la sanction prévue au 3° de [l'article R. 310-19](#).

II.- Ces délais ne sont pas applicables aux ventes au déballage de fruits et légumes frais effectuées en période de crise conjoncturelle constatée en application de [l'article L. 611-4](#) du code rural, ou en prévision de celle-ci, dans le but de favoriser, par un déstockage rapide, la régularisation des cours du marché ; ces ventes peuvent être réalisées sans délai, par décision conjointe du ministre chargé du commerce et du ministre chargé de l'agriculture et ce après consultation par le ministre chargé de l'agriculture de l'organisation interprofessionnelle compétente.

III.- Un arrêté du ministre chargé du commerce fixe la liste des informations contenues dans cette déclaration.

Article R310-9 Les ventes au déballage autorisées aux particuliers en application du troisième alinéa du I de [l'article L. 310-2](#) sont contrôlées au moyen du registre mentionné au deuxième alinéa de [l'article 321-7](#) du code pénal.

Formulaire vente au déballage

Protection de vos données personnelles

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, vous êtes informés que les données personnelles que vous communiquez au service Gestion du domaine public de la Ville de Montluçon, responsable de traitement, lors de la déclaration préalable d'une vente au déballage feront l'objet de traitements de données. Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis (cf. article 6.1.c).

Destinataires des données

Les données personnelles sont destinées au personnel habilité des services et à l'élu concernés par l'instruction de la déclaration. Si besoin les données sont transmises au Pôle Sécurité. Les données sont transmises également au commissariat de police et à la sous-préfecture. Si la vente est réalisée dans une structure privée les données seront transmises à la structure d'hébergement.

Conservation des données

Les données sont conservées 1 an. Les mesures techniques et organisationnelles appropriées sont mises en œuvre afin de garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données personnelles recueillies.

Exercice des droits

Vous pouvez accéder aux données vous concernant. Vous disposez également d'un droit de rectification, d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter le service Gestion du domaine public de la Ville de Montluçon ou notre délégué à la protection des données, par voie électronique à dpo@mairie-montlucon.fr ou voie postale à Délégué à la protection des données – Mairie de Montluçon - 1 rue des Conches - 03100 Montluçon. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.